

Structure du capital : 15 MD

Actionnaires	%
Personnes Morales :	94,36%
BANQUE DE L'HABITAT	47,136%
SICAF BHEI	11,86%
ASSURANCES SALIM	8,00%
SIM SICAR	7,00%
BEST BANK	8,84%
SOCIETE ELBOUNIANE	5,00%
IMMOBILIERE SLIM	3,02%
Autres sociétés	3,50%
Personnes Physiques :	5,64%
Total Général	100,00%

CONSEIL D'ADMINISTRATION :

Qualification	représentée par	Mandat
Président du Conseil d'Administration :	Mr ALI DHRIF BOUZIDI	2008-2010
Directeur Général :	Mr Chahir ZLAOUI	
Administrateurs :	Mr ALI DHRIF BOUZIDI	2008-2010
Banque de L'Habitat	Mr HABIB AMRI	2008-2010
SIM SICAR	Mr Mohamed RIAHI	2008-2010
Assurances SALIM	Mr Ali HAMMAMI	2008-2010
Société EL BOUNIANE	Mr Mounir BEN HASSEN	2008-2010
Société Immobilière SLIM	Mr Hamadi BELARBI	2008-2010
BEST BANK	Mr Fradj ZAAG	2008-2010
Mr Ahmed TRABELSI	Lui-même	2008-2010

Commissariat aux comptes :

La Générale d'Audit et Conseil: Mr Chiheb GHANMI
La PROAUDIT : Mr Tarek ZAHAF

Introduction : Faits marquant 2009

Au cours de l'année 2009, l'activité de ML a été caractérisée par les faits saillants suivants :

◆ Une augmentation de capital de 10MD à 15MD :

L'examen du niveau des fonds propres des sociétés de leasing concurrentes révèle que ML se situe parmi les compagnies les moins capitalisées. Ainsi l'Assemblée Générale de la société a décidé de procéder à une 1^{ère} augmentation de capital de 10MD à 15MD.

Ainsi, à fin 2009, le capital social de la société est de 15MD.

◆ Un niveau de production dépassant les objectifs fixés :

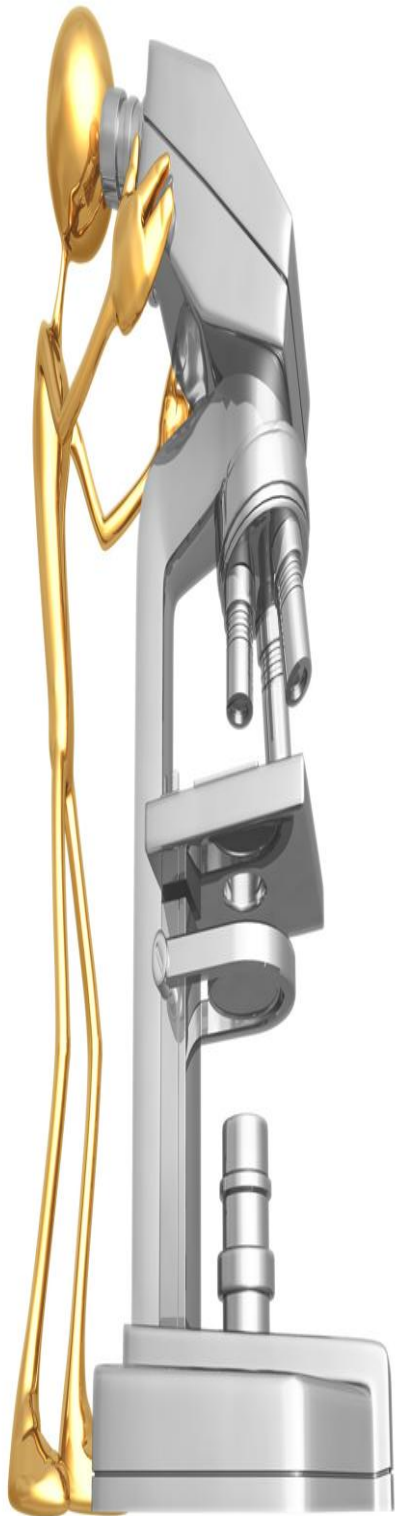
Au niveau de la production, ML a clôturé l'exercice 2009 avec un niveau de 48,3MD de MEF, dépassant les objectifs fixés pour l'exercice. Cette croissance à deux chiffres du niveau de production est le fruit de prospection de nouvelles relations, du renforcement des relations avec les concessionnaires et fournisseurs de matériel ainsi que le développement du partenariat avec le réseau de la BH à travers l'organisation d'un concours interne au profit des exploitants BH les plus méritants en termes d'appart d'affaires vers ML

◆ Une amélioration de la qualité des actifs :

Au cours de l'année 2009, ML s'était fixé pour objectif une diversification du portefeuille des engagements pour une concentration limitée des engagements. Ainsi à fin 2009, aucune relation ne se trouve en dépassement par rapport aux normes de division des risques.

◆ Une meilleure couverture des risques :

ML a poursuivi sa politique de couverture des risques par une dotation systématique de provisions en rapport avec le niveau des créances accrochées ainsi que ses actions pour le recouvrement des créances radiées.



◆ **Une réorganisation au niveau du logiciel d'information :**

Au cours de l'année 2009, il a été procédé à la revue des procédures de traitement des opérations au niveau du système d'exploitation EKIP par la mise en place d'un Workflow adapté aux procédures internes de Modern Leasing et d'un outil de Scoring des clients intégré dans le système d'exploitation.

Cet outil permettrait une automatisation de la prise de décision, ce qui répond à une exigence apportée par la Circulaire BCT n°2006-19 qui porte sur le contrôle interne des établissements financiers et qui stipule la nécessité pour tout établissement financier de mettre en place un mécanisme interne de notation pour se prémunir contre le risque de crédit

◆ **Intégration de la composante « Assurances » au niveau des contrats de leasing :**

Dans un souci d'amélioration de la qualité des services offerts, la société a procédé, en partenariat avec la société des Assurances SALIM, filiale du groupe BH, à l'intégration de la composante « Assurances » au niveau des contrats de leasing. Ainsi, le client paiera sa prime mensuellement avec le loyer leasing.

Conjonctures



La conjoncture internationale a été marquée, au terme de l'année 2009, par la poursuite de l'amélioration du rythme de l'activité économique mondiale. En effet, les indicateurs d'activité définitifs publiés au 3^{ème} trimestre ont confirmé le scénario de fin de récession dans la plupart des pays développés. Seuls le Royaume Uni et l'Espagne voient la contraction de leur PIB se poursuivre. Il est à noter que cette reprise a été largement dopée par des mesures gouvernementales de relance sans précédent.

Aux Etats-Unis ainsi qu'en Europe, l'inflation sous-jacente reste très modérée et les banques centrales ont réaffirmé leur volonté de conserver une politique monétaire accommodante jusqu'à ce que les conditions du marché de travail se soient clairement améliorées.

Pour ce qui est des indicateurs économiques, aux Etats-Unis le PIB a progressé de 2.8% en rythme annualisé au 3^{ème} trimestre, après six semestres consécutifs de contraction. En Europe, le PIB du 3^{ème} trimestre 2009 a renoué avec la croissance avec cinq replis consécutifs avec une progression modeste de 0.4% répartie avec de fortes disparités entre zones.

La crise économique mondiale a eu des conséquences graves sur l'économie des pays touchés, et malgré l'amélioration de la situation, les investisseurs restent très sceptiques et refusent de se repositionner sur les actifs risqués. Sur le plan social, la crise a généré une métamorphose des couches sociales, aux Etats-Unis par exemple, les statistiques montrent que les riches sont devenus encore plus riches, les dix pourcents d'américains les plus riches ont recueilli entre 40% et 50% de l'ensemble des revenus du pays, alors que le taux de chômage est passé à 10% et devrait rester élevé malgré l'amélioration attendu du marché de l'emploi.

Les prévisions pour 2010 envisagent le retour à la croissance mais celle-ci resterait largement inférieure au potentiel et les effets des plans de relance budgétaire ne semblent pas être totalement intégrés.

La démarche mondiale pour restaurer une confiance économique semble appropriée du point de vue macroéconomique surtout qu'elle s'accompagne d'une politique monétaire toujours très accommodante, de lignes de crédit de la Fed pour faciliter les refinancements de prêts titrisés, d'un plan de relance budgétaire et de mesures spécifiques pour limiter les saisies immobilières. Ces initiatives sont de grande ampleur aux Etats-Unis et d'autres pays ont présenté des projets comparables.

Conjoncture nationale



Bien que touchée par la crise mondiale actuelle, la Tunisie en a relativement bien surmonté l'impact jusqu'à présent mais reste toujours exposé à un ralentissement de l'activité chez ses partenaires, notamment européens. Il est à noter que cette crise n'a pas touché directement les banques en Tunisie, car elles comptent peu sur les le financement extérieur. Les indicateurs bancaires ont continué de s'améliorer en 2008, mais le volume des créances improductives demeure assez élevé.

La croissance du PIB réel a ralenti, s'établissant à 0,5% au premier trimestre 2009, contre 4,6% en moyenne en 2008, à cause essentiellement d'un repli des exportations de produits manufacturiers à destination des pays de l'UE.

Le déficit courant a atteint, au terme du 20 décembre 2009, 2,6% du PIB contre 4,2% pour toute l'année 2008, alors que le niveau des avoirs en devises a atteint à la date du 28 décembre 2009, aux environs de 13.260 MDT ou l'équivalent de 190 jours d'importation, contre 11.729 MDT et 140 jours à la même date de 2008.

Au 30 Novembre 2009, le taux d'inflation s'est situé à 3,7%, soit un niveau inférieur à celui enregistré à la même période 2008 (5,1%) malgré certaines tensions qu'ont connues les prix au cours des derniers mois.

Au niveau monétaire, la masse monétaire M3 et les concours à l'économie ont augmenté durant les onze premiers mois de l'année 2009 atteignant un taux de 10,2% contre 9,6% à la même période de l'année 2008.

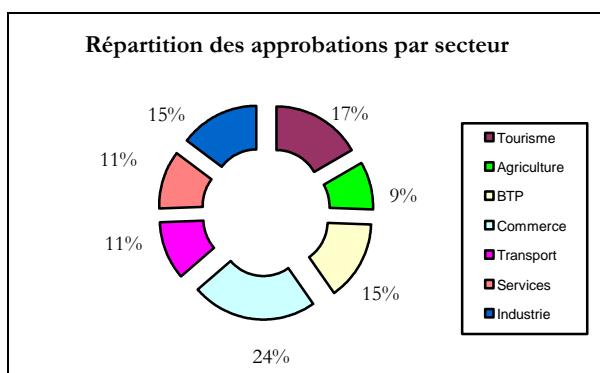
Pour ce qui est du taux de change du dinar, il a enregistré au 25 décembre 2009 une dépréciation de 1,9% par rapport à l'euro et une quasi-stabilité vis-à-vis du dollar américain.

Au vu des indicateurs financiers relatifs à l'année 2009, le Conseils d'Administration de la Banque Centrale de Tunisie a décidé de maintenir inchangés le taux d'intérêt directeur considérant que la politique monétaire adoptée demeure appropriée à la situation économique et financière et à l'objectif de préservation des équilibres globaux du pays.

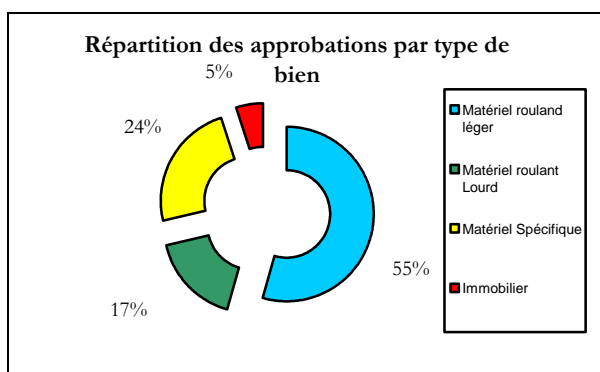
LA PRODUCTION

Secteur	31/12/2009		31/12/2008	
	%	Montant	%	Montant
Tourisme	16,53%	10 793	*28,40%	13 241
Agriculture	8,33%	5 443	7,30%	3 401
BTP	14,59%	9 523	14,83%	6 914
Commerce	23,78%	15 528	18,52%	8 637
Transport	10,79%	7 050	8,25%	3 844
Services divers	11,34%	7 404	*10,23%	4 771
Industrie	14,65%	9 565	12,46%	5 811
Total	100%	65 306	100%	46 620

* Les données 2008 ont été retraitées suite à une mise à jour au niveau de l'emplacement du secteur de location de voitures au niveau du secteur du tourisme conformément aux déclarations BCT.



OBJET	31/12/2009		31/12/2008	
	%	Montant	%	Montant
Matériel Roulant Léger	55,14%	36 008	58,85%	27 437
Matériel Roulant Lourd	16,19%	10 575	22,35%	10 421
Immobilier	5,23%	3 415	5,29%	2 465
Matériel Spécifique	23,44%	15 307	13,51%	6 296
Total	100%	65 306	100%	46 620



Les Approbations :

➤ Répartition des approbations par secteur d'activité :

Au 31/12/2009, les approbations ont porté sur 1298 demandes de financement pour une enveloppe de 65,3MD réparties sur tous les secteurs de l'économie contre 957 demandes de financement en 2008 d'un montant total de 46,6MD au 31/12/2008.

La répartition par secteur profite essentiellement aux secteurs du commerce, de l'industrie, du tourisme et du BTP qui accaparent 69,55% des approbations accordées au en 2009.

Le secteur du tourisme a enregistré une baisse significative passant de 28,40% en 2008 à 16,53% en 2009, en particulier la location de voitures, en revanche la part du secteur du commerce a évolué sensiblement passant de 18,52% en 2008 à 23,78% en 2009, et la part du secteur du BTP est restée quasi stable, comme le montre le tableau suivant :

➤ Répartition des approbations par type de bien :

La répartition des approbations par type de biens est caractérisée par une prépondérance du leasing mobilier qui représente 94,77% du total des approbations en 2009 ; niveau gardant presque la même part qu'en 2008.

Par ailleurs, il est à noter que la part la plus importante des opérations mobilières porte sur du matériel roulant et plus particulièrement sur le matériel roulant léger représentant 55,14% du total des approbations en 2009 contre 58,85% en 2008.

Secteur	31/12/2009		31/12/2008	
	%	Montant	%	Montant
Tourisme	18,24%	8 820	*29,50%	9 792
Agriculture	8,73%	4 220	7,76%	2 577
BTP	13,79%	6 671	12,96%	4 302
Commerce	23,83%	11 525	16,32%	5 418
Transport	9,49%	4 589	9,45%	3 138
Services divers	9,42%	4 556	*12,26%	4 069
Industrie	16,49%	7 976	11,76%	3 905
Total	100%	48 358	100%	33 201

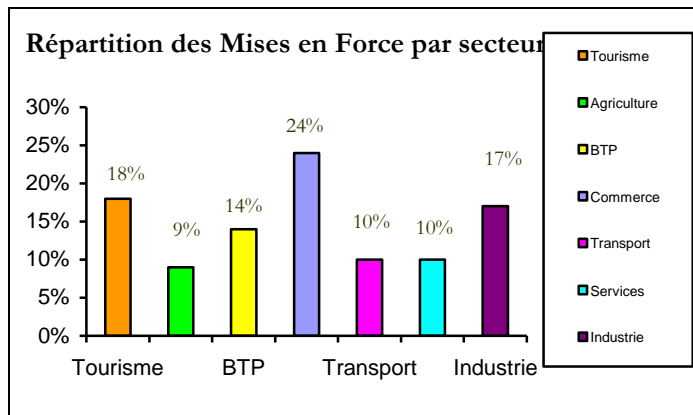
* les données 2008 ont été retraitées suite à une mise à jour au niveau de l'emplacement du secteur de location de voitures au niveau du secteur du tourisme conformément aux déclarations BCT.

Les Mises en Force :

➤ Répartition des mises en force par secteur d'activité :

Au 31/12/2009, les mises en force ont porté sur une enveloppe de 48,3MD contre 33,2MD en 2008 soit une évolution de 45,65%. Le nombre de contrats est passé de 714 en 2008 à 1008 contrats en 2009.

Il est à signaler que le montant moyen des contrats mis en force est passé de 46,5mD en 2008 à 47,97mD en 2009.



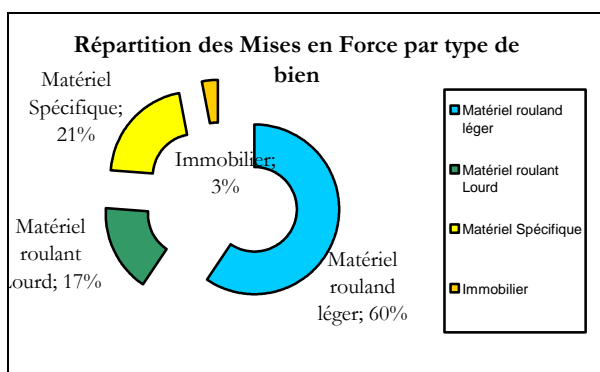
La part du secteur du tourisme a enregistré une baisse remarquable passant de 29,5% en 2008 à 18,24% en 2009 contrairement aux parts des secteurs du commerce et de l'industrie qui ont accusé une évolution importante passant respectivement de 16,32% et 11,76% en 2008 à 23,83% et 16,49% en 2009.

➤ Répartition des mises en force par type de bien :

OBJET	31/12/2009		31/12/2008	
	%	Montant	%	Montant
Matériel Roulant Léger	59,74%	28 889	65,30%	21 679
Matériel Roulant Lourd	16,58%	8 017	19,55%	6 492
Immobilier	2,63%	1 272	3,25%	1 079
Matériel Spécifique	21,05%	10 180	11,90%	3 951
Total	100,00%	48 358	100,00%	33 201

La répartition de la production par type de biens est caractérisée par une prépondérance du leasing mobilier qui représente 97,37% des mises en force en 2009 contre 96,75% en 2008.

Par ailleurs, il est à noter que la part la plus importante des opérations mobilières porte sur du matériel roulant et plus particulièrement sur le matériel roulant léger.



Néanmoins, la part du matériel roulant léger a baissé d'une manière significative passant de 65,30% en 2008 à 59,74% en 2009 contre une baisse de moindre ampleur des parts du matériel roulant lourd et de l'immobilier qui sont passés respectivement de 19,55% et 3,25% en 2008 à 16,58% et 2,63% en 2009.

Par ailleurs, la part du matériel spécifique s'est améliorée d'une façon remarquable passant de 11,90% en 2008 à 21,05% en 2009.

LE POSITIONNEMENT

	Mobilier		Immobilier		Cumul	
	MNT	%	MNT	%	MNT	%
Approbations	61,89	5.24	3,42	3.5	65,31	5.13
Mises en Force	47,09	4.87	1,27	2.62	48,36	4.76
Encours	61,68	4.45	7,60	4.62	69,28	4.47

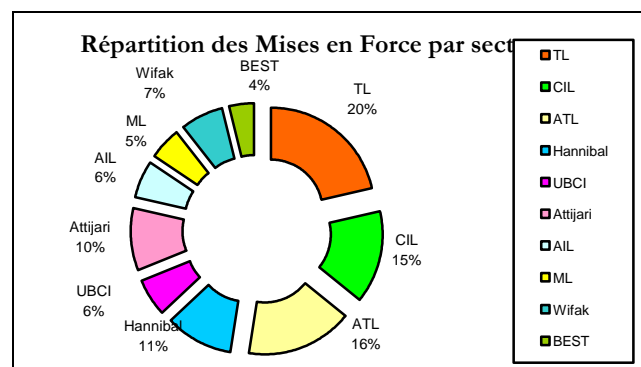
Indicateurs du Secteur du leasing 2009 :

MEF en mD

Sociétés	Mobilier	Immobilier	Total
Tunisie Leasing	202,2	17,1	219,3
A.T.L	162,1	4,8	166,9
C.I.L	141,1	8,3	149,4
Hannibal Lease	108,1	3	111,1
Attijari Leasing	96,1	5,7	101,8
El Wifack Leasing	64,8	0,2	65
UBCI LEASING	59,5	0,8	60,3
A.I.L.	52,1	2,7	54,8
Modern Leasing	46,9	1,4	48,3
Best Lease	29,9	4,6	34,5

Le Positionnement de ML sur le Marché :

Modern Leasing occupe la 9^{ème} place avec 4,76.% des mises en force du secteur, elle se situait en 10^{ème} position avec une part de marché de 4,03% en 2008.



Le Rendement :

Le rendement moyen des contrats réalisés en 2009 a été de 11,04% contre un taux moyen de 11,51% en 2008. Il est à noter que le taux moyen de nos contrats reste supérieur au taux moyen du secteur qui est de 10,72%.

NORMES DE DIVISION DU RISQUE :

Ces normes instaurées par la circulaire BCT N° 91-24 du 17 Décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents a pour objet d'éviter une concentration excessive des risques sur un même bénéficiaire qui serait de nature à entraîner la défaillance de l'établissement en cas de défaut de ce dernier :

a. Risques encourus supérieurs à 5% des fonds propres nets :

Au 31/12/2009, le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les engagements sont supérieurs pour chacun d'entre eux à 5% des fonds propres nets de la société s'est établi à 11,95MDT représentant 1,74 fois des fonds propres nets de Modern Leasing.

b. Risques encourus supérieur à 15 % des fonds propres nets :

Au 31/12/2009, aucun engagement sur un même bénéficiaire n'est supérieur à 15% des fonds propres nets de la société.

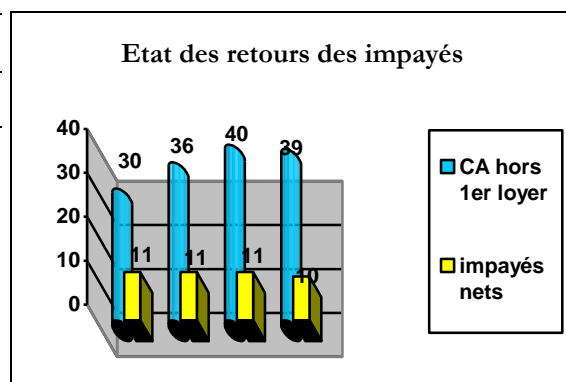
Ainsi, les normes de division de risques selon la circulaire précitée sont respectées et aucun bénéficiaire n'a franchi le seuil des 25% des fonds propres nets de la société

LE RECOUVREMENT

Période	2005	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires sans autofinancement	27 203	29 896	35 758	39 605	39 061
Retour Impayés	10 877	10 838	10 647	10 720	10 123
% d'impayés	39,98	36,25	29,84	27,00	25,92%

Le Retour des impayés :

Le chiffre net des effets retournés impayés loyers pour l'exercice 2009 est de 10123mD soit une légère diminution de **1,15 %** par rapport à 2008.



Période	2005	2006	2007	2008	2009
Montant de recouvrement global sur le chiffre d'affaire	31 741	35 657	42 404	44 968	47 473
Taux	93,70%	94,93%	95,45%	95,16%	96,37%

Montant de recouvrement global sur le Chiffre d'affaire 2009 :

Le montant du recouvrement global sur le chiffre d'affaires 2009 est de **47,47MD** soit un taux de recouvrement de **96,37%** soit une augmentation de **1,20%** par rapport au taux enregistré à fin 2008.

Cette évolution résulte d'une intensification des actions de recouvrement et d'un suivi rigoureux des nouveaux engagements :

Période	2005	2006	2007	2008	2009
Montant de recouvrement des impayés loyers 2009	8 744	8 932	8 620	8 360	8 187
Taux	80,52%	82,41%	81,01%	77,96%	80,87%

Montant de recouvrement des impayés loyers 2009 :

Le montant global du recouvrement des impayés loyers de l'exercice 2009 a été de **8,19MD** soit un taux de **80,87%** contre **77,96%** en 2008.

Période	2005	2006	2007	2008	2009
Montant de recouvrement global	11 084	12 163	11 351	11 229	10 397
Taux	67,00%	69,96%	71,57%	73,36%	73,21%

Montant de recouvrement global des impayés :

Le taux du recouvrement global des impayés réalisé au cours de l'année 2009 est resté stable par rapport à 2008 et 2007 soit **73,21%** et un montant global de **10,39MD**.

Période	2005	2006	2007	2008	2009
Montant de recouvrement sur les impayés antérieurs à la période	2 633	3 234	2 730	2 871	2 145
Taux	41,04%	49,36%	52,32%	62,60%	69,71%

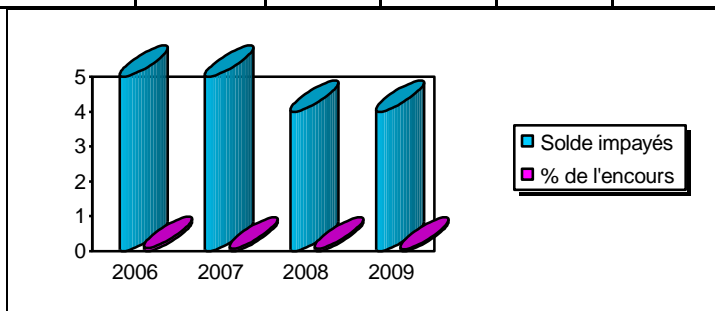
Montant de recouvrement global des impayés antérieurs à 2009:

Le montant global du recouvrement réalisé au cours de l'exercice 2009 sur les impayés antérieurs a été de **2,14MD** soit un taux de **69,71%** contre **62,60%** à fin 2008.

Tableau récapitulatif du montant de recouvrement global :

	31/12/2008	31/12/2009	Recouvrement	%
Impayés loyers 2005 et antérieurs	521 204	479 134	42 070	8,07%
Impayés loyers 2006	50 807	44 779	6 028	11,86%
Impayés loyers 2007	143 673	99 536	44 137	30,72%
Impayés loyers 2008	2 362 546	267 600	2 095 546	88,70%
Impayés loyers 2009	0	1 936 837	-1 936 837	
Sous Total	3 078 230	2 827 886	250 944	8,15%
<i>Autres impayés</i>	999 810	976 808	23 002	2,30%
Total	4 078 040	3 804 693		

Année	2005	2006	2007	2008	2009
Solde Impayés	6 551	5 223	4 587	4 078	3 804
% de l'encours	12,60%	8,40%	7,30%	6,80%	5,49%

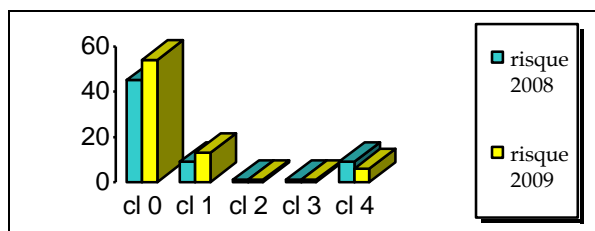


L'impayé par rapport à l'encours net :

Compte tenu de ce qui précède, le taux des impayés passe de **6,80%** de l'encours en 2008 à **5,49%** en 2009.

La Qualité du portefeuille clients et la proportion des créances classées :

Année	2008			
	Encours	Impayé	Risque	Part%
Classe 0	45 002	0	45 002	70,60%
Classe 1	8 478	769	9 247	14,51%
Classe 2	255	98	353	0,55%
Classe 3	507	113	620	0,97%
Classe 4	5 744	3 083	8 827	13,85%
TOTAL	59 668	4 078	63 746	100,00%



Année	2009			
	Encours	Impayé	Risque	Part%
Classe 0	54983	1	54 984	75,23%
Classe 1	10 333	999	11 332	15,51%
Classe 2	291	154	445	0,61%
Classe 3	341	185	526	0,72%
Classe 4	3 334	2 465	5 799	7,93%
TOTAL	69 282	3 804	73 086	100,00%

A fin 2009, le volume des créances classées a baissé passant de **9,81MD** au 31/12/2008 à **6,77MD** au 31/12/2009, ainsi, le taux de créances classées est passé de **15,38%** à fin 2008 à **9,26%** à fin 2009 suite au dénouement positif de certaines affaires contentieuses, en particulier par des cessions de matériels récupérés et/ou transfert d'affaires (la moyenne du secteur était de 11,40% à fin 2008). L'objectif assigné par la BCT étant de 10% à fin 2011.

Par ailleurs, sous l'effet de l'adoption de règles de provisionnement plus rigoureuses avec l'annulation des valeurs vénale des clients contentieux ayant des financements leasing mobilier et la non considération des valeurs des garanties hypothécaires, le taux de couverture des créances classées par les provisions et agios est passé de **75,66%** en 2008 à **84,57%** à la fin de 2009 sachant que la moyenne du secteur était de **77,8 %** à fin 2008.

Il est à noter que les objectifs annoncés par la BCT sont de **15 %** de part des créances classées et **70%** de taux de couverture à fin 2009, **10 %** la part des créances classées et **90 %** le taux de couverture à fin 2011.

Tableau d'évolution des indicateurs de portefeuille des créances :

Année	2005	2006	2007	2008	2009
<i>Risque Global</i>	58 310	62 919	67 072	63 747	73 083
<i>Volume des Créances Classées</i>	11 553	11 697	11 926	9 801	6 769
<i>Encours des provisions et Agios</i>	7 224	7 304	7 503	7 416	5 725
Part des Créances Classées	19,81%	18,59%	17,78%	15,38%	9,26%
Taux moyen du secteur	17,30%	14,90%	14,30%	11,40%	
Taux de Couverture des Créances Classées	62,53%	62,40%	62,90%	75,66%	84,73%
Taux moyen du secteur	63,00%	66,50%	74,90%	77,80%	

La répartition du portefeuille clients par secteur d'activité :

Secteur	Encours	Impayés	Risque	% Part du risque
Commerce	16 405	763	17 168	23,49%
Industrie	9 895	203	10 098	13,82%
BTP	11 248	558	11 806	16,15%
Transport	7 101	746	7 847	10,74%
Services divers	7 177	280	7 457	10,20%
Agriculture	5 252	410	5 662	7,75%
Tourisme	12 203	845	13 048	17,85%
total	69 281	3 805	73 086	100,00%

La répartition du risque montre une prépondérance des secteurs de commerce et du tourisme avec respectivement 23,49% et 17,85%.

Il est à préciser que le secteur du tourisme regroupe le secteur de location de voitures qui représente 10,39% du total des engagements.

La répartition du portefeuille clients par Gouvernorat :

Gouvernorat	Encours	Impayé	Risque	Part % Engagement
GRAND TUNIS	40 134	1 335	41 470	56,71%
NABEUL	6 779	389	7 168	9,80%
SOUSSE	6 217	530	6 747	9,23%
MONASTIR	3 555	109	3 664	5,01%
BIZERTE	2 270	355	2 624	3,59%
BEJA	1 545	33	1 579	2,16%
MAHDIA	771	591	1 362	1,86%
KAIROUAN	1 015	47	1 062	1,45%
GABES	945	58	1 004	1,37%
JENDOUBA	934	14	949	1,30%
TOZEUR	911	29	940	1,29%
MEDENINE	717	20	737	1,01%
GAFSA	576	26	602	0,82%
ZAGHOUAN	527	32	559	0,76%
SFAX	344	101	445	0,61%
KEF	407	26	433	0,59%
TATAOUINE	430	1	431	0,59%
SIDI BOUZID	375	43	418	0,57%
SILIANA	308	23	330	0,45%
KEBILI	299	7	305	0,42%
KASSERINE	262	37	299	0,41%
TOTAL	69 323	3 804	73 127	100,00%

Le tableau ci dessus montre que :

- 1/ les gouvernorats de **GRAND TUNIS** détiennent **56,71 %** du total de l'engagement.
- 2/ Le gouvernorat de **NABEUL** détient **9,80 %** du total d'engagement :
- 3/ Le gouvernorat de **SOUSSE** détient **9,23 %** du total d'engagement.

La répartition du portefeuille clients par Type de bien :

Désignation	Encours	Impayé	Risque	Part %
Immobilier	7 586	320	7 906	10,82%
Matériel roulant léger	34 230	1 714	35 944	49,18%
Matériel roulant lourd	14 978	1 530	16 508	22,59%
Matériel spécifique	12 486	240	12 727	17,41%
Total	69 281	3 804	73 085	100,00%

LE CONTENTIEUX :

Stade Ctx	Encours		Impayés		Risque	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Attente de Jugement	723	55	207	34	930	96
Exécution	2 656	1 456	989	694	3 645	2 150
Recours sur le fond	643	800	1 362	1 299	2 005	2 099
En Difficulté/ Faillite	710	181	91	73	801	254
En consolidation	1012	842	433	358	1 445	1 200
	5 744	3 334	3 082	2 465	8 827	5 799

	Nre	Encours	Impayés	Risque	%
Agriculture	124	311	203	514	9%
BTP	21	1 239	437	1 676	29%
Services	187	1 158	1 166	2 324	40%
Industrie	20	500	204	704	12%
Tourisme	10	146	428	574	10%
	362	3 354	2 438	5 792	100%

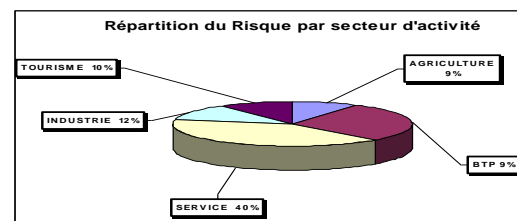
Nature	Nb	Encours	Impayés	Risque	%
Mobilier	338	2 530	2 181	4 711	81%
Immobilier	10	732	174	906	16%
Matériel Spécifique	14	92	83	175	3%
TOTAL	362	3 354	2 438	5 792	100%

Répartition du risque par stade du Contentieux :

Le risque du contentieux a sensiblement diminué en 2009 passant de 8,8MD en 2008 à 5,8MD en 2009, suite au dénouement positif de certaines créances relatives aux entreprises en difficulté et à l'accélération de l'obtention des jugements

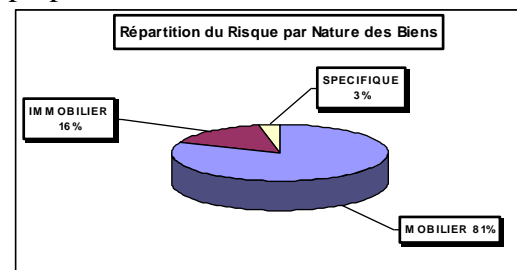
Répartition du Risque de la classe Contentieuse par Secteur d'Activité

La répartition du risque contentieux par secteur d'activité montre la prépondérance du secteur des services, suivi du secteur du BTP.



Répartition du Risque de la classe contentieuse par Nature des biens :

La répartition du risque contentieux par nature de biens montre la prépondérance du mobilier.



Tableaux d'évolution du risque Contentieux :

Année	ENCOURS	IMPAYÉS	RISQUE	Evolution
2005	4 578	5 460	10 038	- 10%
2006	5 389	4 319	9 708	- 4%
2007	5 886	3 119	9 905	+ 2%
2008	5 744	3 082	8 827	- 11%
2009	3 355	2 437	5 792	- 35%

Evolution de la répartition du risque par stade du Contentieux :

Situation	Encours					Impayés					Risque				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Attente de jugement	256	983	315	723	55	216	788	105	207	34	472	1 771	420	930	89
Exécution	2 179	1 797	2 519	2 656	1 477	1 454	1 440	468	989	673	3 633	3 237	2 988	3 645	2 150
Recours sur le fond	653	1 541	1 228	643	800	2 641	1 235	1 952	1 362	1 299	3 294	2 776	3 180	2 005	2 099
TOTAL	3 088	4 321	4 062	4 022	4 845	4 311	3 463	2 525	2 558	2 006	7 399	7 784	6 588	6 580	4 338

Evolution de la répartition du risque des entreprises en difficulté :

Situation	Encours					Impayés					Risque				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
En Difficulté/Faillite	1 490	1 068	1 814	710	181	1 149	856	436	91	73	2 639	1 924	2 250	801	254

L'ORGANISATION :



Au cours de l'année 2009, il a été procédé à la mise en place d'une convention de partenariat avec la Société des Assurances concernant l'intégration de l'assurance au niveau des contrats de leasing, au développements de nouveaux états de sortie pour automatiser la gestion quotidienne, en particulier les déclarations mensuelles comptables.

Par ailleurs, pour assurer un meilleur suivi du parc des récupérations d'El M'ghira, des vidéos de surveillance ont été installés avec une connexion ADSL pour surveillance à distance

ANALYSE DES RESULTATS :



- ✚ Les revenus bruts de leasing sont passés de 6,62MD au 31/12/2008 à 6,57MD. Cette légère diminution est relative à la maturité des contrats mis en force au cours du dernier trimestre
- ✚ Les revenus nets de leasing ont évolué de 0,2%, ils représentent un taux de rendement brut de l'encours de 10,36% contre 12% au 31/12/2008 (la moyenne sectorielle à fin 2008 était 10,2%), cette baisse étant imputable essentiellement à la baisse des taux pratiqués.
- ✚ Les charges financières s'élèvent à 2,83MD représentant 7,36% du chiffre d'affaires au 31/12/2009 contre 3,18MD soit 7,71% du chiffre d'affaires au 31/12/2008. L'encours de dette passe de 43,39MD au 31/12/2008 à 50,63MD au 31/12/2009.
- ✚ Les produits financiers nets sont passés de 101mD au 31/12/2008 à 118mD au 31/12/2009 soit une augmentation de 16,09%
- ✚ Les charges du personnel ont évolué de 23,41%. Elles représentent 2,66% du chiffre d'affaires 2009 contre 2,64% du chiffre d'affaires 2008.
- ✚ Les autres charges d'exploitation sont passées de 791mD au 31/12/2008 à 878mD soit une augmentation de 11,11% imputable essentiellement imputable essentiellement aux postes : entretien du logiciel, subventions et dons, rémunération d'intermédiaires et honoraires.
- ✚ Les reprises nettes des provisions pour créances douteuses se sont élevées à 825mD au 31/12/2009 contre des dotations nettes de 537mD au 31/12/2008, suite au dénouement positif de certaines créances relatives aux entreprises en difficulté, au remplacement et/ou cession de matériel récupéré.

Le résultat brut provisoire de la période ainsi dégagé est de 3,42MD, soit un résultat net provisoire de 2,51MD au 31/12/2009 moyennant un réinvestissement exonéré de 850mD contre respectivement 1,67MD et 1,31MD au 31/12/2008.